

Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération de construction d'un restaurant administratif sur le site du Shom à Brest et de déconstruction du bâtiment existant

PROJET DE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES - ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE 24MA10 – LOT 2 : Coordination de sécurité et de protection de la Santé (SPS)

Numéro de consultation : Shom-24MA10

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R.2123 du code de la commande publique

Sommaire

Article 1 -Identification.....	4
1.1Acheteur	4
1.2Titulaire	4
1.3Engagement du titulaire	4
Article 2 -Objet du marché.....	5
Article 3 -Durée du marché.....	5
Article 4 -Lieu d'exécution.....	5
Article 5 -Documents contractuels.....	5
Article 6 -Modalités d'exécution des prestations	5
6.1Représentation des parties.....	5
6.2Conditions d'exécution.....	6
6.3Obligations du titulaire.....	7
6.4Pilotage des prestations	9
6.5Echange et relecture des livrables	9
6.6Considérations sociales	9
6.7Considérations environnementales - Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	9
6.8Traitement de données à caractère personnel.....	10
6.9Conflit d'intérêts.....	10
Article 7 -Clauses de réexamen	10
Article 8 -Constatation de l'exécution des prestations et admission	11
Article 9 -Garanties	11
Article 10 -Pénalités.....	12
10.1Pénalités de retard	12
10.2Pénalités liées aux réunions	12
10.3Pénalités pour travail dissimulé	12
10.4Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail	13
Article 11 -Régime financier.....	13
11.1Forme et contenu des prix	13
11.2Révision des prix.....	14
11.3Avances	14
11.4Modalités financières	14
11.5Nantissement et cession du marché.....	15

11.6Intérêts moratoires.....	15
11.7Modalités de facturation.....	15
Article 12 -Propriété intellectuelle.....	16
12.1Résultats.....	16
12.2Utilisation des résultats.....	16
12.3Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats.....	16
12.4Connaissances antérieures.....	17
12.5Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures.....	17
12.6Garantie des droits.....	17
12.7Prix des droits.....	17
Article 13 -Dispositions diverses.....	18
13.1Langue.....	18
13.2Sous-traitance.....	18
13.3Autres obligations administratives.....	18
13.4Assurances.....	19
13.5Résiliation.....	19
13.6Exécution aux frais et risques du titulaire.....	19
13.7Différends.....	19
13.8Litiges et contentieux.....	19
13.9Médiation.....	19
Article 14 -Signatures.....	20
Article 15 -Dérogations.....	20

Article 1 - Identification

1.1 Acheteur

EPA Shom - Etablissement public à caractère administratif, sous tutelle du ministère des armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 BREST Cedex 2

France

N° Siret : 130 003 981 00011

Courriel : sg-ach-all@shom.fr

Représenté par son Directeur général ou un délégataire habilité.

1.2 Titulaire

Raison sociale :	
Nom, prénom et qualité du signataire :	
Adresse professionnelle :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° Siret :	
Code APE :	

Compte bancaire ouvert au nom de :

IBAN :

BIC :

1.3 Engagement du titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du contrat, et conformément à leurs clauses, le signataire s'engage à exécuter les prestations demandées.

Article 2 - Objet du marché

Le marché a pour objet la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mission de coordination de sécurité et de protection de la santé. La présente mission du coordonnateur SPS est de niveau 2 au sens de l'article R 4532- 1 du Code du travail.

Code CPV de la consultation : 71530000 - Services de conseil en construction.

Article 3 - Durée du marché

La durée du marché court à compter de sa date de notification et s'exécute jusqu'à la réception des travaux (construction et déconstruction).

Les prestations démarrent à la date de notification de l'ordre de service prescrivant leur démarrage.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Article 4 - Lieu d'exécution

La mission du titulaire concerne l'opération de travaux relative au bâtiment R sur le site du Shom situé 13 rue du Chatellier à Brest (dept 29).

Il est précisé que le site du Shom est une enceinte militaire.

Article 5 - Documents contractuels

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP 13b/2024 - Lot 2 SPS) ;
- Le bordereau des prix ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP 13b/2024 - Lot 2 SPS) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le CCTG de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 ;
- Les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire y compris le mémoire technique.

Le marché constitué des documents contractuels désignés supra exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Article 6 - Modalités d'exécution des prestations

6.1 *Représentation des parties*

6.1.1 **Représentation de l'acheteur**

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

6.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

6.2 Conditions d'exécution

6.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

6.2.2 Délais d'exécution

Les délais de remise des livrables pour chaque élément de mission sont fixés dans le cahier des charges (CCTP N° 13b/2024).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé, dans les conditions prévues par le CCAG/PI.

6.2.3 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

6.3 Obligations du titulaire

6.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

6.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.3.3 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

6.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit

strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.3.5 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier. Il est fait mention de ces violations dans le registre-journal de coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

Le Coordonnateur SPS a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, il est destinataire de toutes les études réalisées par ce dernier, et il est présent sur le chantier selon les stipulations ci-après. Il assiste de droit à toutes les réunions de chantier.

Il organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels, et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Les observations du Coordonnateur SPS sont prises en compte par la maîtrise d'ouvrage. Si cette dernière décide de ne pas tenir compte de ces observations, elle doit adopter des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

Le coordonnateur SPS est destinataire de droit de toutes les remarques des différents intervenants concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Il consigne ses observations dans le registre journal. Il sollicite des autorités concernées les réponses à ces observations.

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSS ou le PPSPS, les dispositions nécessaires pour que seules les personnes dûment autorisées puissent accéder au chantier. En cas de présence sur le chantier d'un sous-traitant non déclaré, il devra immédiatement en informer le maître d'ouvrage.

Il représente, pour ce qui le concerne, l'autorité compétente visée à l'article 31.4 du C.C.A.G travaux.

En cas d'inobservation des prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, il pourra intervenir auprès du maître d'œuvre, dans le cadre des dispositions de l'article 31.4.4 du C.C.A.G travaux.

En cas d'urgence ou de danger imminent, l'ajournement total ou partiel des travaux pourra être décidé. Dans une telle situation le coordonnateur informe dans les plus brefs délais :

- la maîtrise d'ouvrage ;
- la maîtrise d'œuvre ;
- la ou les entreprises concernées.

La décision de ces arrêts des travaux et des mesures préconisées, est consignée au registre-journal de chantier. La reprise des travaux décidée par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., est également consignée dans le registre-journal de coordination (RJC).

Tout différend entre le coordonnateur et les autres intervenants dans l'opération, y compris la maîtrise d'œuvre, est soumis au maître d'ouvrage.

6.4 Pilotage des prestations

Le coordonnateur SPS participe aux réunions lors de la phase conception.

Le nombre total de passages en réunion de chantier, visites inopinées sont laissées à la libre appréciation du coordonnateur SPS en rapport avec la durée et la complexité de l'opération. Toutefois, le maître d'ouvrage fixe un minimum de 1 passage par semaine durant la durée des travaux. Par ailleurs le coordonnateur SPS est tenu de participer aux réunions de chantier pour lesquelles il aura été convoqué.

Le prix de ces réunions sur site à Brest (dept 29), est inclus dans le prix du marché.

6.5 Echange et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

6.6 Considérations sociales

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

6.7 Considérations environnementales - Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

6.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du contrat.

Pour l'exécution du marché, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les n° de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

6.9 Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 7 - Clauses de réexamen

En cas de circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative le programme de l'opération et les conditions d'exécution du marché, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
- en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la prestation ou l'organisation de la prestation ;
- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables.

Les conditions du présent marché pourront ainsi être réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution. En outre le titulaire est tenu de demander en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant au marché.

Sauf décision expresse du maître d'ouvrage, la mission du titulaire se poursuit sans incidence sur les conditions initiales du présent marché.

Cas d'une suspension des prestations suite à la survenance de circonstances imprévisibles :

Dans un délai maximum de deux semaines à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts

directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG/PI.

Article 8 - Constatation de l'exécution des prestations et admission

A l'issue de la vérification qualitative de chaque livrable attendu, le Shom prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : le Shom reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché.
- Ajournement : le Shom estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire. En cas d'ajournement, la décision transmise au titulaire précisera le délai qu'il devra respecter pour la mise au point des livrables concernés.
- Admission avec réfaction : le Shom estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le Shom prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées ;
- Rejet : le Shom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

Chaque livrable doit être transmis au Shom par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/PI, toutes les décisions du Shom sont notifiées au titulaire dans un délai maximum de 1 mois à compter de la date de réception du livrable. Elles sont impérativement motivées sauf s'il s'agit d'une décision d'admission.

Article 9 - Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG/PI.

Cette garantie s'exerce indépendamment :

- De la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil ;
- De la garantie légale de parfait achèvement.

Article 10 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme

libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI et en cas de retard dans la présentation des documents définis au CCTP 13b/2024, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé comme suit :

- PGC, ouverture du RJC en phase conception et mise à jour en phase réalisation, DIUO final : 160 euros HT ;
- Autres documents : 80 euros HT.

Pour le calcul des jours de retard, il ne sera tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de réception du document.

La valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité est égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

10.2 Pénalités liées aux réunions

Le coordonnateur SPS doit participer aux réunions lors de la phase conception.

Une présence systématique en réunions de chantier n'est pas demandée, toutefois le titulaire est tenu d'être présent aux réunions pour lesquelles il aura été convoqué.

Par ailleurs un passage hebdomadaire sur le chantier est requis.

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, le non-respect des dispositions ci-dessus de la part du titulaire sans information préalable dans un délai minimum de 48 heures (hors week-end et jours fériés), entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 euros par absence constatée.

10.3 Pénalités pour travail dissimulé

En complément de l'article 14 du CCAG/PI, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

10.4 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- L'attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales ;
- Déclarations de résultats et de TVA, Paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés ;
- L'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5000 €, datant de moins de 6 mois ;
- Les attestations d'assurances professionnelles (responsabilité civile et décennale) ;
- La liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

Article 11 - Régime financier

11.1 *Forme et contenu des prix*

Le marché sera traité conformément au bordereau des prix, pour les prestations réellement réalisées. Le prix du marché est forfaitaire, quelle que soit la durée du chantier.

Les prix sont complets. Ils comprennent :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- Les droits de propriété intellectuelle ;
- La participation aux réunions et visites nécessaires à l'exécution de la mission ;
- La fourniture des livrables tels que décrits dans le CCTP ;
- Tous les frais annexes y compris les frais d'envoi de documents, de déplacement et d'hébergement des intervenants ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

11.2 *Révision des prix*

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale retenue.

Les prix forfaitaires des différents éléments de mission sont révisés par application de la formule suivante :

$$Pr = P0 \times [0,15 + 0,85 \times (ING / ING0)]$$

Pr = Prix révisé

P0 = prix établi aux conditions économiques du mois de remise de l'offre finale retenue.

ING0 est la valeur de l'indice « Index divers de la construction - ING - Ingénierie - code valeur indice 001711010 » publié par l'INSEE, pour le mois de remise de l'offre finale retenue.

ING est la valeur de l'indice « Index divers de la construction - ING - Ingénierie - code valeur indice 001711010 » du mois *m*. Ce mois *m* correspond au mois de fin d'exécution

contractuelle de l'élément de mission.

- si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième supérieur ;
- si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième inférieur.

11.3 Avances

Si le titulaire n'y renonce pas, une avance correspondant à 10 % du montant TTC des éléments de la phase conception, sera payée au titulaire sans demande de sa part, dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises des éléments de la phase conception et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 85 % du montant toutes taxes comprises des éléments de la phase conception.

11.4 Modalités financières

11.4.1 Répartition des paiements

En phase conception, la répartition des paiements est la suivante pour chaque élément de la phase : 100 % de l'élément concerné après admission du livrable.

En phase réalisation : acompte trimestriel en fonction de l'avancement du chantier, sur approbation du maître d'ouvrage.

11.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Le marché ne prévoit pas de garanties financières au sens des articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique.

11.5 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.

11.6 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles

L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.7 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

11.7.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Le numéro du marché (24MA10 – Lot 2 SPS) ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Les prix forfaitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix ;
- Le montant hors TVA et TTC ;
- Le numéro d'engagement juridique.

11.7.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.7.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.7.4 Transmission des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les factures seront transmises à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/> (code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS).

Article 12 - Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent marché fait application des articles

32 à 35 du CCAG/PI.

12.1 Résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que notamment :

- Rapport sur APS ;
- Rapport sur APD ;
- Rapport sur PRO et DCE ;
- Dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (Projet + dossier final - DIUO) ;
- Registre journal de coordination (ouverture + mises à jour RJC) ;
- Plan général de coordination
- Comptes rendus : inspections communes et vérification des PPSPS ;
- Comptes rendus de passages sur chantier avec notes d'observations.

12.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont utilisés par le Shom en interne, pour le suivi de l'opération. Ils sont susceptibles d'être communiqués à des tiers et notamment au maître d'œuvre, aux autres intervenants de l'opération et à tout expert ou magistrat en cas de contentieux.

12.3 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux résultats

Conformément à l'article 35.1 du CCAG/PI, le titulaire concède au Shom les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés au paragraphe ci-dessus " Utilisation des résultats ".

Les droits d'utilisation comprennent notamment le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- dupliquer et communiquer notamment aux intervenants de l'opération et aux utilisateurs de l'ouvrage ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Cette concession de droits est effective pour la France métropolitaine et pour une durée de 30 ans.

12.4 Connaissances antérieures

Conformément aux articles 32.2 et 32.3 du CCAG/PI, les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment, les œuvres de l'esprit, les études, dessins, maquettes, plans, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les décisions d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, y compris par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages visés par le présent marché, et plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection par des droits de propriété intellectuelle, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité, et qui appartiennent au Shom, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Conformément à l'article 33.2 du CCAG/PI, dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées au fur et à mesure de l'exécution du marché. Une synthèse des connaissances antérieures utilisées pourra être demandée par le maître d'ouvrage, en fin d'exécution.

12.5 Régime des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances antérieures

Les dispositions des articles 33 et 34 du CCAG/PI s'appliquent au présent marché.

12.6 Garantie des droits

La garantie des droits s'exerce conformément à l'article 35.4.2 du CCAG/PI.

12.7 Prix des droits

Les droits de propriété intellectuelle, sont inclus forfaitairement dans le prix global du marché, sans exception.

Article 13 - Dispositions diverses

13.1 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.2 Sous-traitance

Aucune sous-traitance ne peut être acceptée pour le présent marché.

13.3 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution du contrat et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de

ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du contrat doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail :

- L'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- L'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois ;
- Les attestations d'assurances professionnelles (responsabilité civile et décennale) ;
- La liste nominative des éventuels salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article d8254-2 du code du travail.

Ces documents sont déposés et régulièrement mis à jour par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution du marché, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

En cas de sous-traitance, ces documents seront impérativement déposés sur la plate-forme par le sous-traitant. Cette disposition conditionne l'agrément du sous-traitant par le Shom.

13.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

A ce titre dès la notification du marché, le titulaire fournit au Shom l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il devra en outre s'il y a lieu, souscrire à ses frais une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

13.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En complément, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des Résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de l'admission des

résultats concernés et de leur paiement.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions des articles 36 à 40 du CCAG/PI.

13.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

13.7 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

13.8 Litiges et contentieux

Le présent contrat est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif auquel est rattaché le domicile de la personne publique (tribunal administratif de Rennes).

Tout litige dans le cadre du présent contrat pour les questions relatives à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal judiciaire de Brest.

13.9 Médiation

Le médiateur des entreprises peut être saisi par les acteurs économiques tant publics que privés. Les informations sont accessibles sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Article 14 - Signatures

Signature électronique du titulaire : (représentant habilité pour signer le marché)

Signature électronique du pouvoir adjudicateur :

Article 15 - Dérogations

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG/PI auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8	28.2	Constatation - Admission
10	14	Pénalités